

Le Quotidien

Statistique Canada

Le vendredi 26 février 2010
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Balance des paiements internationaux du Canada, quatrième trimestre de 2009	2
Le déficit au compte courant dans les opérations avec le reste du monde a diminué pour se fixer à 9,8 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2009 (en chiffres désaisonnalisés), reflétant en grande partie la progression des exportations de biens, laquelle a été dominée par les produits énergétiques. Les opérations financières transfrontalières (en valeur non désaisonnalisée) ont encore généré d'importantes entrées de capitaux. Les acquisitions étrangères d'obligations canadiennes ont prédominé une fois de plus au cours du trimestre, clôturant ainsi une année marquée par des investissements étrangers sans précédent en titres canadiens.	
Investissements privés et publics, 2010	8
En 2010, les investissements en construction non résidentielle et en matériel et outillage devraient augmenter de 5,3 % par rapport à 2009 pour s'établir à 239,9 milliards de dollars (en dollars courants). En raison de la baisse marquée enregistrée en 2009, ils demeureront inférieurs au niveau affiché en 2008. Les dépenses en immobilisations du secteur public, plus particulièrement celles des administrations publiques, seront à l'origine de près des deux tiers de la hausse.	
Emploi dans le secteur public, quatrième trimestre de 2009	12
Services de restauration et débits de boissons, décembre 2009	13
Indice des prix des services de messageries et des services de messagers, janvier 2010	15
Indices des prix des ordinateurs et des périphériques, janvier 2010	15
Indice des prix des logiciels commerciaux, janvier 2010	15
Voyages intérieurs, troisième trimestre de 2009	15
Nouveaux produits et études	16
Calendrier des communiqués : Mars 2010	18



Communiqués

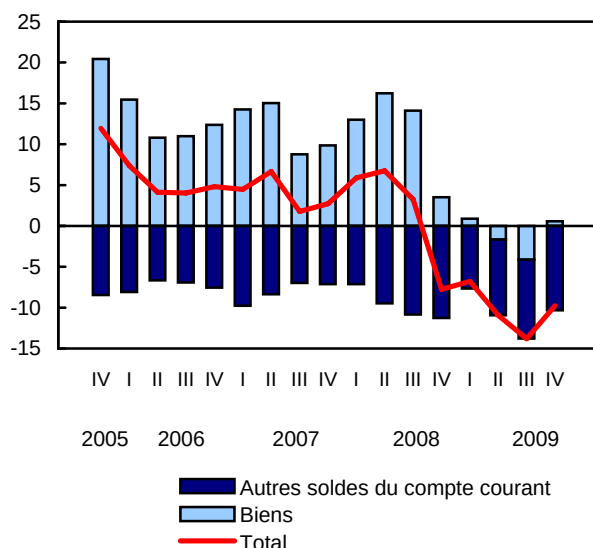
Balance des paiements internationaux du Canada

Quatrième trimestre de 2009

Le déficit au compte courant dans les opérations avec le reste du monde a diminué pour se fixer à 9,8 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2009 (en chiffres désaisonnalisés), reflétant en grande partie la progression des exportations de biens, laquelle a été dominée par les produits énergétiques. Le compte courant est déficitaire depuis cinq trimestres, à la suite de près de 10 années d'excédents.

Soldes du compte courant

milliards de dollars données désaisonnalisées



Les opérations financières transfrontalières (en valeur non désaisonnalisée) ont encore généré d'importantes entrées de capitaux. Les acquisitions étrangères d'obligations canadiennes ont prédominé une fois de plus au cours du trimestre, clôturant ainsi une année marquée par des investissements étrangers sans précédent en titres canadiens. Par ailleurs, les investissements directs au Canada et à l'étranger ont ralenti après avoir connu une activité élevée au troisième trimestre. Ces investissements ont toutefois été bien moindres en 2009 qu'en 2008.

Note aux lecteurs

La **balance des paiements internationaux** retrace l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Canada et les non-résidents dans deux comptes, soit le compte courant ainsi que le compte capital et financier.

Le **compte courant** porte sur les transactions sur les biens, les services, les revenus découlant des placements et les transferts courants.

Le **compte capital et financier** porte principalement sur les transactions liées à des actifs et passifs financiers.

Un solde du compte courant en surplus ou en déficit correspond, en principe, à une sortie ou à une entrée nette de fonds équivalente au compte capital et financier. En pratique, les données étant compilées à partir d'une multitude de sources, les deux comptes s'égalisent rarement, ce qui donne lieu à une erreur de mesure. La **divergence statistique** est l'entrée ou la sortie nette non observée.

Pour obtenir plus de renseignements au sujet de la balance des paiements, veuillez consulter «La foire aux questions» du module Comptes économiques nationaux de notre site Web. Le module présente également les plus récentes statistiques de la balance des paiements.

Compte courant

Le solde du commerce international des biens redevient excédentaire

Au quatrième trimestre de 2009, le solde du commerce des biens est redevenu excédentaire après deux trimestres de déficit. Les exportations et les importations de biens ont encore progressé durant le trimestre, et les exportations se sont accrues plus que les importations. Sur le plan géographique, l'excédent bilatéral du Canada avec les États-Unis pour le compte des biens a augmenté pour une première fois depuis le deuxième trimestre de 2008.

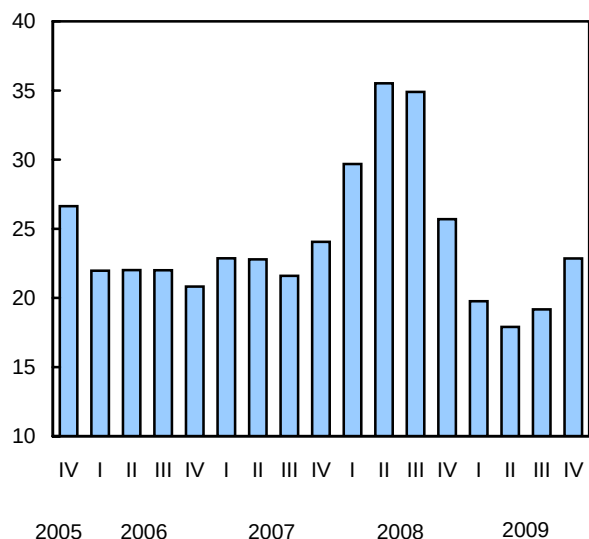
Les exportations de biens s'accroissent surtout grâce à l'énergie

La valeur des exportations de biens a augmenté de 5,7 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2009, menée par des exportations de produits énergétiques plus élevées. Le pétrole brut a le plus contribué à la progression de 3,7 milliards de dollars des exportations de produits énergétiques, ayant enregistré des hausses de prix et de volume au quatrième trimestre. Les exportations de gaz naturel ont été en hausse, les prix s'étant redressés après quatre trimestres consécutifs de fléchissement. Cette reprise a toutefois été amortie par des baisses en volume.

Exportations des produits énergétiques

milliards de dollars

données désaisonnalisées



Au quatrième trimestre, les exportations de biens industriels se sont accrues de 1,9 milliard de dollars, surtout à la suite des hausses de volume. Les deux tiers de la hausse des exportations ont eu lieu dans les métaux et les alliages. Les exportations de produits de l'automobile ont gagné 1,1 milliard de dollars entièrement grâce à des hausses de volume pour les voitures particulières. La valeur des exportations de voitures a augmenté de plus de 80 % depuis son niveau, le plus bas en 17 ans, enregistré lors du premier trimestre de 2009. Des baisses de volume pour toutes les composantes de la catégorie des machines et du matériel ont entraîné un recul de 1,0 milliard de dollars des exportations de ces produits.

Les importations de biens ralentissent

La valeur des importations de biens s'est accrue de 1,0 milliard de dollars au quatrième trimestre de 2009. Les importations des produits de l'automobile ont affiché la plus forte hausse, ayant enregistré des augmentations d'environ un demi-milliard de dollars tant pour les véhicules que pour les pièces, et ce, malgré des prix plus faibles. Les importations de biens industriels ont progressé de 0,6 milliard de dollars grâce à des prix et des volumes légèrement plus élevés. Les importations de machines et de matériel ont accusé une baisse de 1,1 milliard de dollars au quatrième trimestre, toutes les composantes ayant enregistré des baisses

de prix alors que les volumes étaient généralement plus faibles.

Un déficit un peu plus élevé du commerce international de services

Le déficit du bilan commercial des services s'est un peu alourdi au quatrième trimestre de 2009. Cela a été principalement le résultat d'un déficit légèrement accru au compte des services commerciaux, les importations ayant augmenté plus que les exportations. Le déficit s'est aussi accentué au compte des voyages, car les Canadiens ont plus dépensé aux États-Unis.

Le déficit au compte des revenus de placements s'étend encore

Le déficit des opérations en revenus de placements s'est accru, passant de 3,4 milliards de dollars au troisième trimestre à 3,7 milliards de dollars au quatrième trimestre. Les bénéfices tirés des investissements directs du Canada à l'étranger ont augmenté au quatrième trimestre. Cependant, cette progression a été plus que neutralisée par une baisse des dividendes étrangers reçus par les investisseurs de portefeuille canadiens et par des bénéfices supérieurs touchés par les non-résidents dans leurs investissements directs au Canada, en grande partie dans le secteur énergétique.

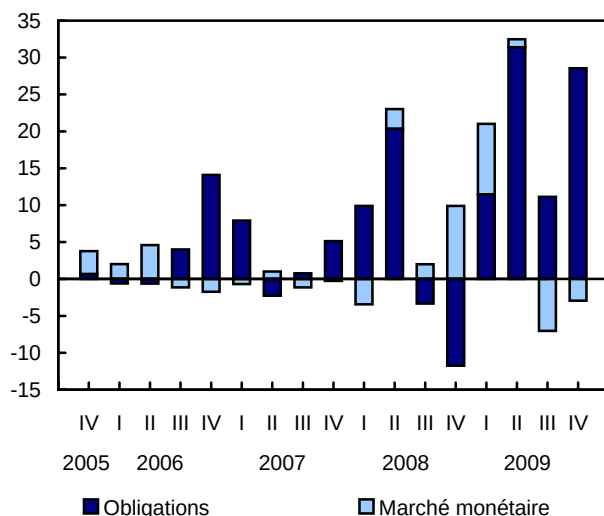
Compte capital et financier**Les importantes acquisitions étrangères de titres canadiens se poursuivent, surtout des obligations**

Au quatrième trimestre, les investisseurs étrangers ont acquis pour 27,7 milliards de dollars de titres canadiens. Des investissements importants de l'ordre de 28,5 milliards de dollars en obligations canadiennes ont alimenté cette activité, en raison de la forte demande liée aux obligations fédérales libellées en dollars canadiens ainsi qu'aux nouvelles obligations en devises étrangères émises par les administrations publiques provinciales et les sociétés.

En revanche, les non-résidents ont continué à réduire leurs avoirs en titres canadiens à court terme au quatrième trimestre, en ayant retranché pour 3,0 milliards de dollars. Les avoirs étrangers en effets du gouvernement fédéral ont baissé de plus de 40 % pendant la seconde moitié de 2009, traduisant une forte baisse de l'offre de ces instruments au profit de nouvelles émissions d'obligations fédérales.

Investissements étrangers de portefeuille en titres d'emprunt canadiens

milliards de dollars



Au quatrième trimestre, les investissements étrangers en actions canadiennes ont ralenti pour se situer à 2,1 milliards de dollars. L'activité a porté sur de nouvelles émissions, l'investissement total ayant été modéré par des ventes sur le marché secondaire, une première en 2009. Les nouvelles émissions étaient surtout liées aux investissements directs du Canada à l'étranger, les entreprises canadiennes ayant émis des actions aux investisseurs étrangers des entreprises étrangères acquises.

L'activité du quatrième trimestre de 2009 a permis de clôturer l'année en affichant des investissements étrangers record de 109,4 milliards de dollars. Les acquisitions d'obligations de sociétés ont augmenté pour atteindre 41,8 milliards de dollars en 2009, principalement sous forme de nouvelles émissions d'entreprises minières, énergétiques et financières. Après six ans de désinvestissement, les achats d'obligations fédérales par les non-résidents ont augmenté pour atteindre 24,8 milliards de dollars en 2009, en accord avec les importantes nouvelles émissions du gouvernement fédéral pendant l'année. Les investissements étrangers en actions canadiennes ont également été soutenus en 2009, alors que l'investissement direct étranger sous forme

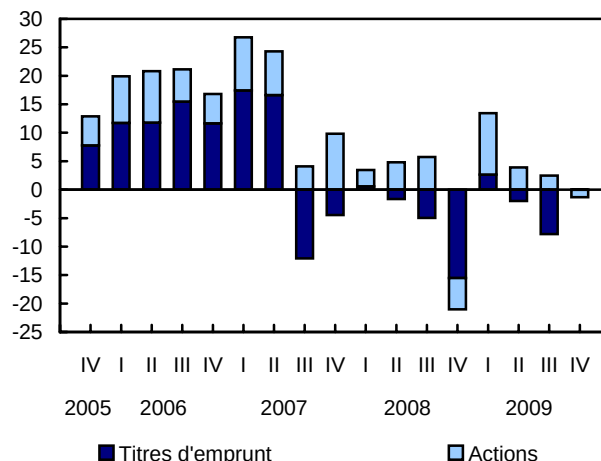
d'acquisitions a repris au deuxième semestre et que le marché boursier canadien a progressé de 30,7 %.

Les investisseurs canadiens continuent à vendre des titres étrangers

Les investisseurs canadiens ont diminué de 1,3 milliard de dollars leurs avoirs en titres étrangers au quatrième trimestre de 2009. Les opérations ont presque entièrement porté sur des actions étrangères, après trois trimestres d'acquisitions sur les marchés boursiers extérieurs. Le désinvestissement visait entièrement les actions non américaines, puisque les Canadiens ont continué d'ajouter des actions américaines à leurs portefeuilles, mais à un rythme plus lent. Les cours boursiers américains ont progressé de 5,5 % de septembre à décembre.

Investissements canadiens de portefeuille à l'étranger¹

milliards de dollars



1. Signes renversés de la balance des paiements.

Les avoirs en obligations étrangères ont diminué au quatrième trimestre, malgré un regain d'intérêt pour les obligations feuille d'érable. Ce désinvestissement s'explique par des avoirs moindres en obligations de sociétés américaines, qui ont été compensés en partie par de modestes acquisitions de titres à court terme de sociétés étrangères.

Dans l'ensemble, l'année 2009 s'est soldée par une deuxième année de réduction des avoirs canadiens en titres d'emprunt étrangers. Les placements canadiens en actions étrangères ont repris en 2009, par rapport à 2008, période durant laquelle les marchés boursiers

avaient d'abord faibli, puis fortement baissé au quatrième trimestre. Le regain d'activité en 2009 a été alimenté par les investissements du secteur des caisses de retraite. Cependant, l'investissement en 2009 est demeuré bien au-dessous du niveau annuel moyen observé durant la période de 2005 à 2007, soit après l'élimination de la limite imposée au contenu étranger des régimes enregistrés de retraite canadiens.

Les investissements directs fléchissent après un troisième trimestre élevé

Les investissements directs canadiens à l'étranger ont ralenti pour s'établir à 14,0 milliards de dollars au quatrième trimestre, soit presque la moitié des investissements du trimestre précédent. Les sorties réduites de capitaux au cours du trimestre ont été imputables à des acquisitions moindres, qui avaient repris au troisième trimestre. Le secteur de la finance et des assurances a prédominé dans les investissements directs à l'étranger tant au quatrième trimestre que pour l'ensemble de l'année. Les investisseurs directs canadiens ont néanmoins réduit leurs activités d'investissement à l'étranger en 2009.

Les investissements directs étrangers au Canada ont également ralenti pour se situer à 7,9 milliards de dollars au quatrième trimestre, en raison de plus faibles acquisitions d'entreprises canadiennes par les investisseurs directs étrangers. Le secteur de l'énergie et des minéraux métalliques a mobilisé l'essentiel

des investissements du trimestre, qui provenaient principalement des pays autres que les membres du G7. Les investissements directs étrangers au Canada ont ralenti pour une deuxième année en raison d'acquisitions plus faibles, celles-ci ayant accusé un retard depuis l'apparition des inquiétudes liées au marché mondial du crédit dans la seconde moitié de 2007.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 376-0001 à 376-0017 et 376-0035.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1534, 1535, 1536 et 1537.

Le numéro du quatrième trimestre de 2009 de la publication *Balance des paiements internationaux du Canada* (67-001-X, gratuite) paraîtra sous peu.

Les données du premier trimestre de 2010 portant sur la balance des paiements internationaux seront diffusées le 28 mai.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-1855 (infobalance@statcan.gc.ca), Division de la balance des paiements.



Balance des paiements

	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2009	Troisième trimestre de 2009	Quatrième trimestre de 2009	2008	2009
	Données non désaisonnalisées						
	millions de dollars						
Compte courant							
Recettes							
Biens et services	132 622	109 669	106 534	108 527	111 553	560 335	436 284
Biens	115 720	94 088	89 769	90 275	95 501	489 857	369 633
Services	16 902	15 581	16 765	18 253	16 052	70 478	66 651
Revenus de placements	15 603	13 419	14 624	14 781	14 983	71 667	57 806
Investissements directs	7 523	5 558	7 286	8 198	8 874	37 590	29 916
Investissements de portefeuille	5 265	5 698	5 290	4 777	4 614	22 198	20 380
Autres investissements	2 814	2 162	2 048	1 805	1 495	11 880	7 510
Transferts courants	3 228	2 907	1 942	1 827	2 053	10 322	8 730
Recettes du compte courant	151 453	125 995	123 100	125 135	128 589	642 324	502 820
Paiements							
Biens et services	135 697	116 346	113 793	115 800	117 262	535 965	463 200
Biens	113 028	92 953	91 310	93 789	95 916	442 988	373 968
Services	22 669	23 393	22 483	22 011	21 346	92 977	89 233
Revenus de placements	20 853	15 913	17 096	18 317	18 695	86 891	70 022
Investissements directs	8 072	4 711	6 767	8 652	8 881	40 001	29 011
Investissements de portefeuille	8 480	8 254	8 245	8 308	8 238	31 981	33 045
Autres investissements	4 302	2 947	2 085	1 357	1 577	14 908	7 966
Transferts courants	2 760	3 590	2 174	2 474	2 663	11 353	10 900
Paiements du compte courant	159 310	135 848	133 063	136 592	138 620	634 209	544 123
Solde							
Biens et services	-3 074	-6 677	-7 259	-7 273	-5 708	24 370	-26 917
Biens	2 692	1 135	-1 541	-3 514	-415	46 869	-4 334
Services	-5 766	-7 812	-5 718	-3 758	-5 294	-22 499	-22 582
Revenus de placements	-5 251	-2 494	-2 472	-3 537	-3 712	-15 223	-12 216
Investissements directs	-549	847	518	-454	-7	-2 411	905
Investissements de portefeuille	-3 214	-2 556	-2 954	-3 530	-3 624	-9 783	-12 665
Autres investissements	-1 487	-786	-36	448	-81	-3 029	-456
Transferts courants	468	-682	-231	-647	-610	-1 031	-2 171
Solde du compte courant	-7 857	-9 854	-9 962	-11 457	-10 030	8 115	-41 303
Compte capital et financier^{1, 2}							
Compte capital	1 023	1 204	1 086	1 136	692	4 520	4 117
Compte financier	11 262	12 182	7 144	7 731	12 134	-11 641	39 192
Actif du Canada, flux nets							
Investissements directs canadiens à l'étranger	-14 444	-2 058	-4 245	-26 035	-13 960	-82 874	-46 297
Investissements de portefeuille	21 057	-13 438	-1 910	5 337	1 344	13 652	-8 667
Obligations étrangères	11 599	-541	1 699	7 493	378	16 354	9 030
Actions étrangères	5 531	-10 795	-3 899	-2 472	1 316	-7 914	-15 850
Marché monétaire étranger	3 927	-2 102	289	317	-350	5 212	-1 847
Autres investissements	-7 654	-2 545	-2 709	-33 299	-10 357	-34 311	-48 908
Prêts	-5 123	720	-6 670	-6 829	-4 633	-626	-17 412
Dépôts	-6 691	2 712	-48	-11 273	-8 300	-37 227	-16 908
Réserves internationales officielles	638	-1 078	-547	-13 074	3 082	-1 711	-11 618
Autres actifs	3 522	-4 899	4 556	-2 122	-506	5 253	-2 970
Total de l'actif du Canada, flux nets	-1 041	-18 040	-8 863	-53 997	-22 972	-103 533	-103 872
Passif du Canada, flux nets							
Investissements directs étrangers au Canada	8 867	-844	-2 058	17 074	7 920	47 710	22 092
Investissements de portefeuille	-3 092	23 611	39 054	19 016	27 686	29 057	109 367
Obligations canadiennes	-11 743	11 455	31 385	11 119	28 543	15 179	82 500
Actions canadiennes	-1 246	2 587	6 566	14 952	2 097	2 746	26 202
Marché monétaire canadien	9 897	9 570	1 104	-7 055	-2 954	11 132	665
Autres investissements	6 528	7 455	-20 989	25 638	-500	15 124	11 605
Emprunts	573	2 351	-11 904	-423	-1 640	3 208	-11 617
Dépôts	8 535	4 674	-8 760	16 846	1 048	13 372	13 808
Autres passifs	-2 581	430	-324	9 215	93	-1 456	9 414
Total du passif du Canada, flux nets	12 303	30 223	16 008	61 727	35 107	91 891	143 064
Total du compte capital et financier, flux nets	12 285	13 386	8 230	8 867	12 826	-7 122	43 309
Divergence statistique	-4 428	-3 532	1 733	2 590	-2 796	-994	-2 006

1. Un signe négatif indique une sortie de capital provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents.
2. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

Compte courant

	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2009	Troisième trimestre de 2009	Quatrième trimestre de 2009	2008	2009
Données désaisonnalisées							
millions de dollars							
Recettes							
Biens et services	134 111	113 581	104 214	106 206	112 282	560 335	436 284
Biens	116 332	96 731	87 417	89 868	95 617	489 857	369 633
Services	17 779	16 851	16 797	16 337	16 665	70 478	66 651
Voyages	4 006	3 937	3 894	3 879	3 881	16 119	15 592
Transports	3 105	2 789	2 574	2 547	2 591	12 598	10 501
Services commerciaux	10 205	9 657	9 840	9 451	9 734	39 974	38 682
Services gouvernementaux	464	467	489	460	459	1 787	1 876
Revenus de placements	15 534	13 828	13 855	15 140	14 984	71 667	57 806
Investissements directs	7 348	5 999	6 602	8 493	8 822	37 590	29 916
Intérêts	483	933	944	1 045	980	2 690	3 902
Bénéfices	6 866	5 066	5 658	7 448	7 842	34 900	26 014
Investissements de portefeuille	5 395	5 610	5 191	4 838	4 741	22 198	20 380
Intérêts	1 477	1 656	1 417	1 360	1 413	6 637	5 847
Dividendes	3 918	3 954	3 774	3 477	3 328	15 561	14 534
Autres investissements	2 791	2 219	2 061	1 809	1 420	11 880	7 510
Transferts courants	2 831	2 570	2 227	2 021	1 912	10 322	8 730
Privé	693	750	723	701	691	2 515	2 865
Officiel	2 138	1 820	1 504	1 321	1 221	7 807	5 865
Total des recettes	152 476	129 979	120 295	123 367	129 178	642 324	502 820
Paiements							
Biens et services	136 732	118 285	111 519	115 942	117 455	535 965	463 200
Biens	112 815	95 844	89 086	93 998	95 040	442 988	373 968
Services	23 918	22 440	22 433	21 944	22 415	92 977	89 233
Voyages	7 032	6 627	6 968	7 055	7 110	28 734	27 759
Transports	5 622	5 077	4 792	4 755	4 789	21 590	19 414
Services commerciaux	10 970	10 461	10 370	9 842	10 213	41 484	40 885
Services gouvernementaux	294	276	303	293	303	1 170	1 175
Revenus de placements	20 664	15 748	17 076	18 523	18 675	86 891	70 022
Investissements directs	8 225	4 779	6 566	8 678	8 988	40 001	29 011
Intérêts	738	792	781	679	665	2 947	2 917
Bénéfices	7 487	3 987	5 786	7 999	8 323	37 054	26 094
Investissements de portefeuille	8 487	8 323	8 241	8 253	8 228	31 981	33 045
Intérêts	6 328	6 226	6 168	6 210	6 170	23 370	24 775
Dividendes	2 159	2 096	2 073	2 043	2 058	8 612	8 270
Autres investissements	3 952	2 646	2 269	1 592	1 459	14 908	7 966
Transferts courants	2 840	2 730	2 653	2 702	2 816	11 353	10 900
Privé	1 819	1 690	1 601	1 691	1 708	7 252	6 690
Officiel	1 021	1 040	1 052	1 011	1 107	4 101	4 211
Total des paiements	160 236	136 762	131 248	137 167	138 946	634 209	544 123
Soldes							
Biens et services	-2 621	-4 703	-7 305	-9 736	-5 173	24 370	-26 917
Biens	3 517	886	-1 668	-4 129	577	46 869	-4 334
Services	-6 139	-5 590	-5 636	-5 607	-5 749	-22 499	-22 582
Voyages	-3 026	-2 689	-3 074	-3 176	-3 228	-12 615	-12 167
Transports	-2 518	-2 288	-2 219	-2 208	-2 198	-8 992	-8 912
Services commerciaux	-765	-804	-530	-391	-479	-1 510	-2 203
Services gouvernementaux	170	191	186	167	156	618	701
Revenus de placements	-5 130	-1 919	-3 222	-3 383	-3 691	-15 223	-12 216
Investissements directs	-876	1 220	36	-186	-166	-2 411	905
Intérêts	-255	141	163	365	315	-258	985
Bénéfices	-621	1 079	-127	-551	-481	-2 154	-80
Investissements de portefeuille	-3 092	-2 713	-3 050	-3 415	-3 487	-9 783	-12 665
Intérêts	-4 851	-4 571	-4 751	-4 850	-4 757	-16 733	-18 928
Dividendes	1 758	1 858	1 701	1 435	1 270	6 950	6 264
Autres investissements	-1 161	-427	-208	217	-38	-3 029	-456
Transferts courants	-9	-160	-426	-681	-904	-1 031	-2 171
Privé	-1 126	-940	-878	-991	-1 017	-4 737	-3 825
Officiel	1 117	779	452	310	113	3 706	1 654
Compte courant	-7 760	-6 783	-10 953	-13 800	-9 767	8 115	-41 303

Investissements privés et publics 2010 (perspectives)

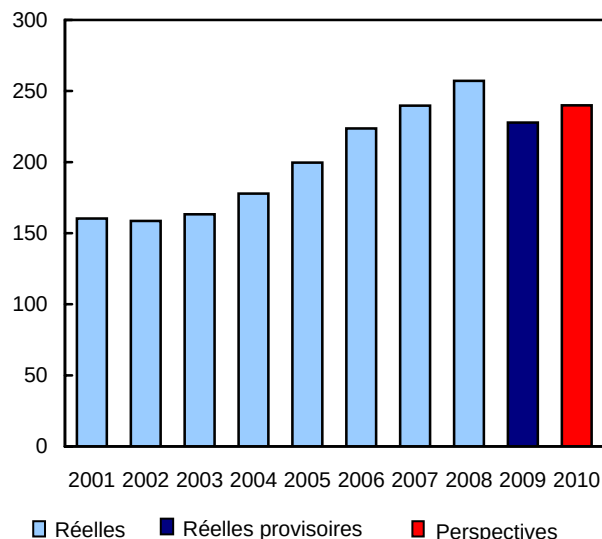
En 2010, les investissements en construction non résidentielle et en matériel et outillage devraient augmenter de 5,3 % par rapport à 2009 pour s'établir à 239,9 milliards de dollars (en dollars courants). En raison de la baisse marquée enregistrée en 2009, ils demeureront inférieurs au niveau affiché en 2008. Les dépenses en immobilisations du secteur public, plus particulièrement celles des administrations publiques, seront à l'origine de près des deux tiers de la hausse.

Les investissements plus élevés du secteur public devraient se poursuivre en 2010. On s'attend à ce que les dépenses en immobilisations du secteur public augmentent de 9,9 % pour se chiffrer à près de 87,8 milliards de dollars.

Les investissements du secteur privé devraient augmenter de 2,8 % pour s'établir à 152,2 milliards de dollars. Les hausses significatives des dépenses en immobilisations du secteur privé seront attribuables au secteur de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz, ainsi qu'au secteur de la fabrication.

Reprise des intentions d'investissement

milliards de dollars



Selon la composante des investissements, on s'attend à ce que la construction non résidentielle augmente de 7,2 % pour se chiffrer à 139,2 milliards de dollars et représente plus des trois quarts des dépenses totales en immobilisations. Plus de 2 milliards de dollars de cette hausse proviendront des projets de transport

Note aux lecteurs

Les perspectives d'investissement en construction non résidentielle et en matériel et outillage sont tirées d'une enquête par sondage, réalisée auprès de 28 000 entreprises et administrations publiques d'octobre 2009 à la fin janvier 2010.

Les données du présent communiqué sont exprimées en dollars courants.

Les données du communiqué, des tableaux et des graphiques excluent les investissements en construction résidentielle. Ces dernières sont cependant offertes dans les tableaux de CANSIM présentés à la fin du présent communiqué.

en commun. Parallèlement, les dépenses en matériel et outillage devraient augmenter de 2,8 % pour s'établir à 100,7 milliards de dollars.

Les administrations publiques continuent d'être principalement à l'origine de la croissance des investissements

Les dépenses en immobilisations des administrations publiques ont augmenté de 5,1 milliards de dollars en 2009 et devraient connaître une hausse similaire en 2010, atteignant 44,4 milliards de dollars. Une part importante des dépenses supplémentaires est destinée aux projets d'infrastructure.

Les administrations publiques (fédérale, provinciales, territoriales et municipales) seront à l'origine d'un peu plus de la moitié des 87,8 milliards de dollars de dépenses en immobilisations prévues dans l'ensemble du secteur public.

Le secteur de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz connaît une reprise

Les dépenses des entreprises en extraction minière et en extraction de pétrole et de gaz devraient reprendre dans une certaine mesure en 2010, récupérant près du quart de la baisse enregistrée en 2009. Les investissements dans ce secteur devraient totaliser 48,1 milliards de dollars en 2010, en hausse de 11,6 %. La baisse de 33,1 % enregistrée en 2009 était attribuable à une diminution de la demande et des prix du pétrole. Ces facteurs ont donné lieu à l'annulation ou au report d'un nombre important de grands projets d'investissements en 2009.

Une hausse des investissements des industries conventionnelles d'extraction de pétrole et de gaz et des industries non conventionnelles d'extraction de pétrole est à la base de la croissance prévue cette année. Toutefois, les dépenses en immobilisations demeureront bien inférieures aux niveaux affichés en 2008.

En ce qui a trait à leur valeur monétaire, les perspectives d'investissements du secteur de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz continuent d'être les plus importantes au Canada.

Autres secteurs : les industries de la fabrication planifient augmenter leurs investissements

Dans l'ensemble, les fabricants prévoient dépenser 14,6 % de plus en construction non résidentielle et en matériel et outillage en 2010. Les perspectives d'investissements sont en hausse de 2,0 milliards de dollars et s'établissent à 15,6 milliards de dollars.

Une part importante de la croissance des investissements du secteur de la fabrication est attribuable au secteur de la fabrication de produits du pétrole et du charbon, dont les dépenses en immobilisations devraient augmenter de 44,5 %, ainsi qu'à celui des métaux de première transformation, dont les dépenses en immobilisations devraient augmenter de 44,8 %.

On s'attend à des dépenses en immobilisations plus faibles dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale. Les perspectives d'investissements moindres dans le secteur hospitalier sont à l'origine de cette baisse.

Le secteur de la finance et des assurances fait aussi face à une baisse des perspectives d'investissements, qui est principalement attribuable aux perspectives plus faibles pour les activités d'intermédiation financière et les activités connexes.

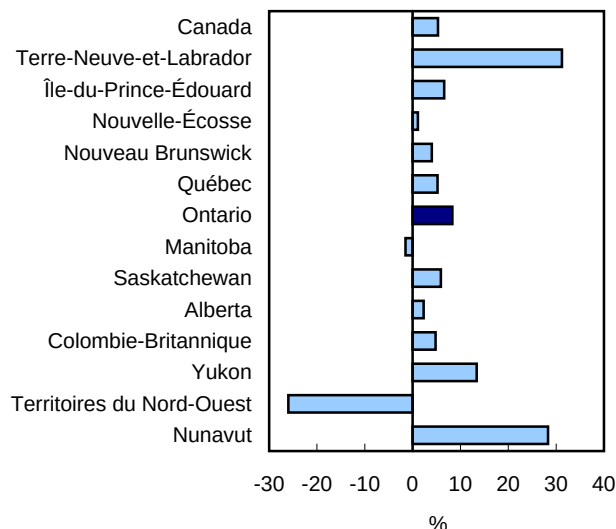
Régions : investissements en hausse dans toutes les régions, sauf au Manitoba et dans les Territoires du Nord-Ouest

En 2010, les investissements en construction non résidentielle et en matériel et outillage devraient augmenter dans toutes les provinces et tous les territoires, sauf au Manitoba et dans les Territoires du Nord-Ouest. Les hausses les plus marquées en dollars absolus devraient se produire en Ontario, au Québec et en Colombie-Britannique.

En Ontario, les dépenses en immobilisations devraient augmenter de 8,3 % pour s'établir à 72,8 milliards de dollars. Cela est attribuable en grande partie aux perspectives d'investissements plus élevées dans deux secteurs, soit les administrations publiques ainsi que le transport et l'entreposage.

Au Québec, les perspectives d'investissements plus élevées dans le secteur du transport et de l'entreposage, ainsi que dans celui de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz, sont à l'origine de la hausse prévue de 5,2 %.

Les intentions sont en hausse pour la plupart des régions



En Colombie-Britannique, une augmentation de 4,8 % est attribuable au secteur de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz et, dans une moindre mesure, au secteur des services immobiliers et services de location et de location à bail, ainsi qu'à celui des administrations publiques.

La baisse prévue des dépenses de 1,5 % au Manitoba est attribuable au secteur du transport et de l'entreposage. Dans les Territoires du Nord-Ouest, la diminution prévue de 26,0 % résulte de la baisse des perspectives de dépenses dans le secteur de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 029-0005, 029-0007 à 029-0022, 029-0024, 032-0001 et 032-0002.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2803.

La publication *Investissements privés et publics au Canada : perspectives, 2010* (61-205-X, gratuite), paraîtra sous peu.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Valérie Gaudreault au 613-951-9731 (valerie.gaudreault@statcan.gc.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

□

Dépenses en immobilisations des sociétés privées et des administrations publiques en construction non résidentielle et matériel et outillage, secteur industriel

	Dépenses réelles de 2008	Dépenses réelles provisoires de 2009	Perspectives de 2010	Dépenses réelles de 2008 par rapport aux dépenses réelles provisoires de 2009	Dépenses réelles provisoires de 2009 par rapport aux perspectives de 2010
	millions de dollars			variation en %	
Total, construction non résidentielle et matériel et outillage	257 141,8	227 857,4	239 938,2	-11,4	5,3
Investissement du secteur public total	70 408,8	79 871,5	87 762,2	13,4	9,9
Investissement du secteur privé total	186 733,0	147 985,9	152 176,0	-20,8	2,8
Secteur du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (2002)					
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	5 311,1	4 991,5	4 941,0	-6,0	-1,0
Extraction minière, de pétrole et de gaz	64 495,7	43 131,6	48 128,6	-33,1	11,6
Services publics	19 827,9	23 716,2	24 415,2	19,6	2,9
Construction	5 860,5	5 910,0	6 018,8	0,8	1,8
Fabrication	19 924,6	13 645,7	15 635,9	-31,5	14,6
Commerce de gros	5 901,2	5 074,9	4 996,6	-14,0	-1,5
Commerce de détail	10 200,8	8 012,8	8 272,1	-21,4	3,2
Transport et entreposage	20 090,5	18 144,4	18 638,4	-9,7	2,7
Industrie de l'information et industrie culturelle	9 162,6	9 503,4	9 720,5	3,7	2,3
Finance et assurances	15 942,9	14 069,7	13 339,6	-11,7	-5,2
Services immobiliers et services de location et de location à bail	16 372,4	12 020,8	12 246,1	-26,6	1,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	3 878,9	3 448,9	3 432,7	-11,1	-0,5
Gestion de sociétés et d'entreprises	213,5	116,2	119,4	-45,6	2,8
Services administratifs, de soutien et de gestion de déchets et d'assainissement	2 031,1	1 779,1	1 693,0	-12,4	-4,8
Services d'enseignement	8 230,4	8 708,8	8 997,6	5,8	3,3
Soins de santé et assistance sociale	8 159,7	8 942,8	8 140,3	9,6	-9,0
Arts, spectacles et loisirs	2 312,7	2 112,8	1 916,8	-8,6	-9,3
Hébergement et services de restauration	3 288,0	3 447,7	3 079,8	4,9	-10,7
Autres services, sauf les administrations publiques	1 754,0	1 775,2	1 788,8	1,2	0,8
Administrations publiques	34 183,4	39 304,7	44 417,1	15,0	13,0

Note: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Dépenses en immobilisations des sociétés privées et des administrations publiques, construction non résidentielle et matériel et outillage, provinces et territoires

	Dépenses réelles de 2008	Dépenses réelles provisoires de 2009	Perspectives de 2010	Dépenses réelles de 2008 par rapport aux dépenses réelles provisoires de 2009	Dépenses réelles provisoires de 2009 par rapport aux perspectives de 2010
	millions de dollars			variation en %	
Canada	257 141,8	227 857,4	239 938,2	-11,4	5,3
Construction	143 165,5	129 924,5	139 239,6	-9,2	7,2
Matériel et outillage	113 976,3	97 932,8	100 698,7	-14,1	2,8
Terre-Neuve-et-Labrador	3 691,4	3 543,5	4 649,4	-4,0	31,2
Construction	2 433,0	2 418,0	3 443,0	-0,6	42,4
Matériel et outillage	1 258,4	1 125,5	1 206,4	-10,6	7,2
Île-du-Prince-Édouard	669,7	587,3	626,1	-12,3	6,6
Construction	338,3	269,6	312,9	-20,3	16,1
Matériel et outillage	331,4	317,7	313,2	-4,1	-1,4
Nouvelle-Écosse	4 101,8	4 532,8	4 580,4	10,5	1,1
Construction	1 915,3	2 574,1	2 616,9	34,4	1,7
Matériel et outillage	2 186,5	1 958,7	1 963,5	-10,4	0,2
Nouveau-Brunswick	4 921,6	4 373,7	4 548,4	-11,1	4,0
Construction	2 829,4	2 384,0	2 200,0	-15,7	-7,7
Matériel et outillage	2 092,2	1 989,7	2 348,4	-4,9	18,0
Québec	40 188,3	39 880,1	41 952,5	-0,8	5,2
Construction	20 044,0	21 307,1	22 550,0	6,3	5,8
Matériel et outillage	20 144,3	18 573,0	19 402,5	-7,8	4,5
Ontario	72 857,5	67 244,2	72 792,7	-7,7	8,3
Construction	30 265,0	29 715,9	33 908,2	-1,8	14,1
Matériel et outillage	42 592,5	37 528,3	38 884,5	-11,9	3,6
Manitoba	7 698,2	8 079,6	7 962,3	5,0	-1,5
Construction	4 482,4	5 348,9	5 131,5	19,3	-4,1
Matériel et outillage	3 215,8	2 730,7	2 830,8	-15,1	3,7
Saskatchewan	12 153,4	12 149,4	12 863,8	0,0	5,9
Construction	7 982,5	8 322,1	8 654,9	4,3	4,0
Matériel et outillage	4 170,9	3 827,3	4 208,9	-8,2	10,0
Alberta	76 340,6	56 231,4	57 501,8	-26,3	2,3
Construction	51 751,8	37 313,7	38 764,8	-27,9	3,9
Matériel et outillage	24 588,8	18 917,7	18 737,0	-23,1	-1,0
Colombie-Britannique	31 344,7	28 631,1	30 011,5	-8,7	4,8
Construction	18 480,7	18 157,0	19 676,4	-1,8	8,4
Matériel et outillage	12 864,0	10 474,1	10 335,1	-18,6	-1,3
Yukon	431,9	428,0	485,4	-0,9	13,4
Construction	324,6	284,6	334,0	-12,3	17,4
Matériel et outillage	107,3	143,4	151,4	33,6	5,6
Territoires du Nord-Ouest	1 499,8	1 524,7	1 127,8	1,7	-26,0
Construction	1 248,6	1 270,8	896,6	1,8	-29,4
Matériel et outillage	251,2	253,9	231,2	1,1	-8,9
Nunavut	1 242,8	651,8	836,0	-47,6	28,3
Construction	1 069,8	558,9	750,2	-47,8	34,2
Matériel et outillage	173,0	92,9	85,8	-46,3	-7,6

Note: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.



Emploi dans le secteur public

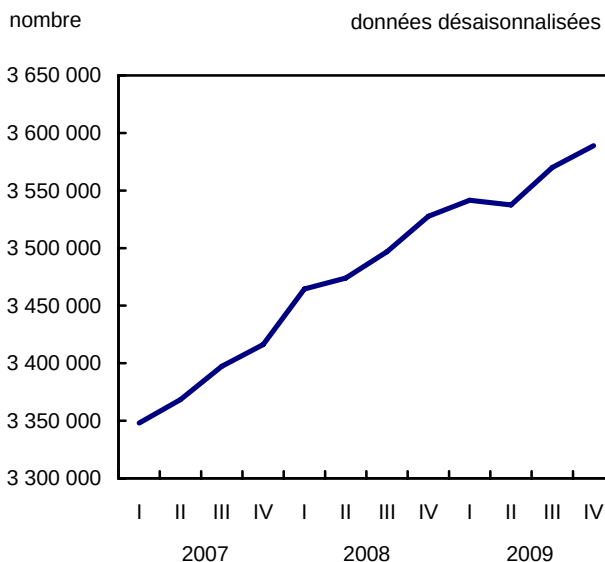
Quatrième trimestre de 2009 (données provisoires)

Les données désaisonnalisées indiquent une hausse de 0,5 % de l'emploi dans le secteur public du troisième au quatrième trimestre de 2009. Au quatrième trimestre de 2009, le secteur public comptait près de 3,6 millions d'employés en moyenne au Canada.

Outre les données désaisonnalisées sur le total de l'emploi dans le secteur public, on dispose de données désaisonnalisées pour l'administration publique générale fédérale et les administrations publiques générales provinciales et territoriales. Au quatrième trimestre de 2009, ces deux composantes ont représenté 22 % de l'emploi total dans le secteur public, selon les données désaisonnalisées.

Après une pause au troisième trimestre, l'emploi dans les administrations publiques générales provinciales et territoriales a continué la baisse amorcée au quatrième trimestre de 2008. En effet, il a diminué de 0,8 % du troisième au quatrième trimestre de 2009 pour cumuler une perte de 2,0 % depuis le troisième trimestre de 2008. Cette baisse entre 2008 et 2009 s'explique surtout par le retranchement de près de 9 000 emplois à l'échelle de l'administration publique générale de l'Ontario.

Emploi dans le secteur public



L'emploi dans l'administration publique générale fédérale a progressé de 0,5 % du troisième au quatrième trimestre de 2009. L'emploi au fédéral a

progressé dans certaines provinces, notamment en Ontario (+ 1 100 emplois), alors qu'il a diminué dans les autres.

On ne dispose pas de statistiques désaisonnalisées sur l'emploi pour les autres composantes du secteur public, comme les administrations publiques locales générales, les établissements d'enseignement, les établissements de santé et de services sociaux et les entreprises publiques, ainsi que pour les salaires et traitements. L'analyse pour ces composantes et pour les salaires et traitements est effectuée d'une année à l'autre à partir de données non désaisonnalisées.

Les données non désaisonnalisées montrent une croissance de 1,7 % de l'emploi dans le secteur public entre les quatrième trimestres de 2008 et de 2009. Les hausses les plus importantes ont été affichées dans les secteurs des établissements de santé et de services sociaux (+3,7 %), de l'administration publique générale fédérale (+3,5 %) et des administrations publiques générales locales (+3,2 %). Seuls les sous-secteurs des administrations publiques générales provinciales et territoriales (-1,8 %), des commissions scolaires (-0,4 %) et des entreprises publiques (-0,4 %) ont enregistré des reculs.

Le total des salaires et traitements versés dans le secteur public a augmenté de 2,6 % au quatrième trimestre de 2009 comparativement au quatrième trimestre de 2008. Tous les sous-secteurs ont connu des augmentations, sauf l'administration publique générale fédérale (-1,7 %) et les commissions scolaires (-0,5 %). Bien que l'administration publique générale fédérale ait affiché une hausse de 3,5 % de l'emploi, elle a connu une diminution de ses salaires et traitements totaux, puisqu'il y a eu six périodes de paie au quatrième trimestre de 2009, comparativement à sept périodes de paie au quatrième trimestre de 2008.

Nota : Une série désaisonnalisée est une série dont on a éliminé les effets des mouvements saisonniers. La série de données désaisonnalisées a commencé en janvier 2001, en raison d'une modification de la méthodologie dans l'une des sources de données sur l'emploi dans le secteur public, qui a entraîné une rupture dans les séries non corrigées cette année-là.

Les données sur les salaires et traitements ne sont pas disponibles sur une base désaisonnalisée.

Le secteur public englobe toutes les entités économiques qui sont sous l'autorité d'une administration. Il comprend quatre grandes composantes : les trois ordres de l'administration publique (les administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales ainsi que locales), chaque ordre ayant une composante de l'administration

publique générale comprenant les ministères, les organismes et les fonds non autonomes, les organismes et les fonds autonomes ainsi que les régimes de retraite non provisionnés. Les administrations publiques provinciales et territoriales englobent aussi les collèges et les universités ainsi que les établissements de santé et de services sociaux, alors que les administrations publiques locales comprennent également les conseils et les commissions scolaires. La quatrième composante est constituée des entreprises publiques, qui sont des unités institutionnelles sous l'autorité d'une administration publique, mais qui ont la capacité autonome de se livrer à des activités économiques.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 183-0002 et 183-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1713.

Pour obtenir une description plus détaillée de la définition de l'emploi dans le secteur public et de la

façon dont on fait le rapprochement entre les données sur l'emploi dans ce secteur et celles provenant d'autres sources d'information, veuillez consulter le document intitulé *Réconciliation des estimations de l'emploi du secteur public provenant de différentes sources d'information*, en cliquant sur le numéro d'enquête 1713.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 183-0021 et 183-0022.

Il est également possible de consulter des tableaux de données sur l'emploi dans le secteur public dans le module *Comptes économiques nationaux* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour commander des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-0767 (pssd-info-dssp@statcan.gc.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Daniel Salois au 613-951-4819 (daniel.salois@statcan.gc.ca), Division de la statistique du secteur public.

Emploi dans le secteur public

	Quatrième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2009	Quatrième trimestre de 2008 au quatrième trimestre de 2009
Données non désaisonnalisées			
	milliers		variation en %
Secteur public	3 594	3 656	1,7
Administrations publiques	3 279	3 343	2,0
Administrations publiques générales	1 346	1 372	1,9
Fédérale	405	419	3,5
Provinciales et territoriales	356	350	-1,8
Locales	585	604	3,2
Établissements d'enseignement	1 124	1 132	0,7
Universités et collèges ¹	390	401	2,8
Commissions scolaires	734	731	-0,4
Établissements de santé et de services sociaux	809	839	3,7
Entreprises publiques	314	313	-0,4

1. Comprend les établissements de formation professionnelle et les écoles de métiers.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Services de restauration et débits de boissons

Décembre 2009 (données provisoires)

Les ventes en dollars courants de l'industrie des services de restauration et de débits de boissons ont augmenté de 1,0 % de novembre à décembre pour atteindre près de 4,1 milliards de dollars. Au cours de la même période, le prix des aliments achetés au

restaurant s'est accru de 0,2 %, selon l'Indice des prix à la consommation.

En décembre, les quatre groupes d'établissements de l'industrie ont affiché des hausses de leurs ventes. La plus forte augmentation des ventes a été observée dans les débits de boissons (+2,4 %). Les ventes des services de restauration spéciaux, qui comprennent les entrepreneurs en restauration, les traiteurs et les cantines mobiles, ont enregistré une hausse de 2,0 %.

Dans les restaurants à service complet, le plus grand des quatre secteurs, la hausse a été de 1,4 %. Les ventes dans les établissements de restauration à service restreint, soit les établissements où les clients commandent et payent au comptoir, ont inscrit une progression de 0,3 %.

À l'échelon provincial, l'Alberta (-1,3 %) et le Nouveau-Brunswick (-1,0 %) ont été les deux seules provinces à inscrire une baisse des ventes. L'Ontario (+2,7 %) et l'Île-du-Prince-Édouard (+1,9 %) ont affiché une hausse de leurs ventes.

Nota : Toutes les données figurant dans ce communiqué sont désaisonnalisées et sont exprimées en dollars courants.

Les données provisoires sont fournies pour le mois de référence en cours. Les données non désaisonnalisées, fondées sur les réponses tardives, sont révisées pour les deux mois précédents. Les données désaisonnalisées sont révisées pour les trois mois précédents. Une révision annuelle sera effectuée chaque printemps pour mettre à jour tous les mois de l'année précédente. Les révisions sont basées sur les données non disponibles lors de la diffusion des

estimations initiales afin d'améliorer la qualité et la cohérence des données.

À partir du mois de référence mars 2009, les estimations sont calculées à l'aide de l'échantillon restructuré le plus récent. Pour obtenir des renseignements supplémentaires, consultez l'article «Enquête mensuelle sur les services de restauration et débits de boissons : répercussions de la restructuration» en cliquant sur le numéro 2419 figurant ci-dessous.

Données stockées dans CANSIM : tableau 355-0006.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2419.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Marc Racette au 613-951-2924 (marc.racette@statcan.gc.ca) ou avec Joan Farnworth au 613-951-6303 (joan.farnworth@statcan.gc.ca), Division des industries de service. Télécopieur : 613-951-6696.

Services de restauration et débits de boissons

	Décembre 2008	Septembre 2009 ^r	Octobre 2009 ^r	Novembre 2009 ^r	Décembre 2009 ^p	Novembre à décembre 2009	Décembre 2008 à décembre 2009
Données désaisonnalisées							
	milliers de dollars					variation en %	
Ventes totales des services de restauration	3 872 740	4 046 532	4 040 654	4 051 045	4 091 947	1,0	5,7
Restaurants à service complet	1 713 049	1 778 146	1 771 995	1 792 534	1 817 108	1,4	6,1
Établissements de restauration à service restreint	1 629 232	1 741 581	1 738 634	1 738 931	1 744 010	0,3	7,0
Services de restauration spéciaux	317 459	312 647	316 653	312 713	318 918	2,0	0,5
Débits de boissons	213 000	214 158	213 372	206 867	211 911	2,4	-0,5
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	47 407	49 978	50 038	49 642	49 700	0,1	4,8
Île-du-Prince-Édouard	14 047	14 797	14 990	14 960	15 245	1,9	8,5
Nouvelle-Écosse	100 938	103 891	104 353	104 550	104 764	0,2	3,8
Nouveau-Brunswick	74 597	80 654	80 347	81 420	80 597	-1,0	8,0
Québec	788 709	812 246	805 424	812 826	814 592	0,2	3,3
Ontario	1 459 635	1 512 291	1 525 519	1 536 102	1 576 991	2,7	8,0
Manitoba	110 261	120 824	121 722	121 004	121 898	0,7	10,6
Saskatchewan	106 902	117 085	117 737	118 028	118 086	0,0	10,5
Alberta	540 018	553 635	541 727	543 405	536 084	-1,3	-0,7
Colombie-Britannique	617 832	668 423	665 448	656 515	661 300	0,7	7,0
Yukon	3 918	4 360	4 363	4 485	F	F	F
Territoires du Nord-Ouest	6 823	6 786	7 644	7 003	F	F	F
Nunavut	1 653	1 562	1 342	1 105	F	F	F

^r révisé

^p provisoire

F trop peu fiable pour être publié

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Indice des prix des services de messageries et des services de messagers

Janvier 2010

L'Indice des prix des services de messageries et des services de messagers s'est accru de 0,1 % en janvier par rapport à décembre. La composante de messageries a progressé de 0,2 %, tandis que la composante des services locaux a fléchi de 0,7 %.

Nota : L'Indice des prix des services de messageries et des services de messagers est un indice mensuel des prix qui mesure l'évolution dans le temps des prix des services de messageries et de services de messagers fournis par des entreprises de livraison sur de longues et de courtes distances à des clients d'affaires établis au Canada.

Ces indices sont offerts à l'échelle du Canada seulement.

Données stockées dans CANSIM : tableau 329-0053.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5064.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-4550 ou composez sans frais le 1-888-951-4550 (ppd-info-dpp@statcan.gc.ca), Division des prix à la production. Télécopieur : 613-951-3117. ■

Indices des prix des ordinateurs et des périphériques

Janvier 2010

De décembre à janvier, l'indice des prix des ordinateurs commerciaux a diminué de 0,8 %, et l'indice des prix des ordinateurs vendus aux consommateurs a diminué de 3,5 %.

Dans le cas des périphériques d'ordinateurs, les prix des moniteurs en janvier ont diminué de 1,3 % par rapport au mois précédent, tandis que les prix des imprimantes ont progressé de 0,4 %.

Ces indices sont offerts à l'échelle du Canada seulement.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 331-0004 et 331-0005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5032.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la

qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-4550 ou composez sans frais le 1-888-951-4550 (ppd-info-dpp@statcan.gc.ca), Division des prix à la production. Télécopieur : 613-951-3117. ■

Indice des prix des logiciels commerciaux

Janvier 2010

L'Indice des prix des logiciels commerciaux (IPLC) a diminué de 0,9 % en janvier par rapport au mois précédent.

D'une année à l'autre, l'IPLC a diminué de 6,0 %.

Nota : L'IPLC est une série mensuelle qui mesure l'évolution du prix d'achat des logiciels préemballés généralement achetés par les entreprises et les administrations publiques.

Cet indice est offert à l'échelle du Canada seulement.

Données stockées dans CANSIM : tableau 331-0003.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5068.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-4550 ou composez sans frais le 1-888-951-4550 (ppd-info-dpp@statcan.gc.ca), Division des prix à la production. Télécopieur : 613-951-3117. ■

Voyages intérieurs

Troisième trimestre de 2009 (données provisoires)

Il est maintenant possible de consulter les données provisoires du troisième trimestre de 2009 portant sur les voyages intérieurs de l'Enquête sur les voyages des résidents du Canada.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3810.

Pour commander des données ou pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-9169 ou composez sans frais le 1-800-307-3382 (tourisme@statcan.gc.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Marinka Ménard au 613-951-9602 (marinka.menard@statcan.gc.ca), Division du tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : 613-951-2909. ■

Nouveaux produits et études

Division des enquêtes-entreprises spéciales et de la statistique de la technologie- Documents de travail : «Les dépenses de recherche-développement en enseignement supérieur (DIRDES), Modèle d'estimation et méthodologie, Atelier de Statistique Canada», octobre 2009, n° 1

Numéro au catalogue : 88F0006X2010001 (PDF, gratuit; HTML, gratuit)

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

• Le titre • Le numéro au catalogue • Le numéro de volume • Le numéro de l'édition • Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :

1-800-267-6677

Pour les autres pays, composez le :

1-613-951-2800

Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :

1-877-287-4369

Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :

1-877-591-6963

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 5 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.gc.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.gc.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.gc.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.gc.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2010. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Calendrier des communiqués : Mars 2010

(À cause de circonstances imprévisibles, les dates de parution peuvent être modifiées.)

Date de parution	Titre	Période de référence
1	Comptes économiques canadiens	Quatrième trimestre de 2009
1	Indices des prix des produits industriels et des matières brutes	Janvier 2010
1	Produit intérieur brut par industrie	Décembre 2009
2	Comptes des flux financiers	Quatrième trimestre de 2009
4	Permis de bâtir	Janvier 2010
8	Tendances sociales canadiennes	
11	Taux d'utilisation de la capacité industrielle	Quatrième trimestre de 2009
11	Commerce international de marchandises du Canada	Janvier 2010
11	Indice des prix des logements neufs	Janvier 2010
12	Enquête sur la population active	Février 2010
12	Bilan des investissements internationaux du Canada	Quatrième trimestre de 2009
15	Comptes du bilan national	Quatrième trimestre de 2009
15	Ventes de véhicules automobiles neufs	Janvier 2010
16	Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre	Quatrième trimestre de 2009
16	Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	Janvier 2010
17	Commerce de gros	Janvier 2010
18	Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	Janvier 2010
18	L'observateur économique canadien	Mars 2010
18	Voyages entre le Canada et les autres pays	Janvier 2010
19	Indice des prix à la consommation	Février 2010
19	Commerce de détail	Janvier 2010
23	Indicateurs avancés	Février 2010
24	Assurance-emploi	Janvier 2010
30	Indices des prix des produits industriels et des matières brutes	Février 2010
30	Indicateurs nationaux du tourisme	Quatrième trimestre de 2009
31	Produit intérieur brut par industrie	Janvier 2010
31	Emploi, rémunération et heures de travail	Janvier 2010